



D7-00184
603892
Eco So His

Code épreuve : 270

Nombre de pages : 8

Session : 2024

Épreuve de : Economie Sociologie et histoire ESCP/SEKEMAT

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Pendant toute l'année de 2023, le canal de Panama fut restreint à cause de la sécheresse liée au phénomène El Niño, réduisant les flux de commerce de 15 à 35 %. Avec un réchauffement climatique qui ne cesse de nous menacer, le commerce international deviendra de moins en moins dynamique et obligera les pays qui sont insérés aujourd'hui dans le commerce international à n'échanger qu'avec leurs voisins, à leurs frontières.

Serait-ce le début de la fin du commerce international ? Entre les conflits géopolitiques, tels que les Harthis qui bloquent le passage de la mer Rouge obligeant les bateaux à faire un détour important, et le changement climatique, les pays, contre leurs grés, ne peuvent plus accéder au commerce international. Pourtant, l'ouverture au commerce international fut facteur de prospérité économique dès le milieu du XIX^e siècle. D'abord par l'émergence des nouveaux moyens de transports tel que les chemins de fer en 1876 par le plan Freycinet, mais aussi grâce à la Révolution industrielle qui a permis aux pays de bénéficier 1 point de PIB par an de 1820 à 1880 (MADRISSON) ce qui a pu stimuler le commerce international. Ce dernier peut se définir comme l'abandon des frontières par créer un véritable marché unique par que les biens et services puissent circuler de manière plus libre. Après une période qualifiée d'"hypermédiatisation" après le fort protectionnisme, qui débuta dans les années 30, aujourd'hui se pose la question d'une démediatization. En réalité, ce n'est qu'une fin de l'hypermédiatization : les

échanges de biens et services se sont nettement réduits. Dès lors, quelles en sont les raisons ? L'ouverture au commerce international apportant-il au passé ? Les pays se renferment-ils sur eux-mêmes pour se protéger des nouvelles menaces qui arrivent à l'horizon ? La souveraineté est au cœur des préoccupations des pays développés afin de ne plus être dépendants de leurs partenaires commerciaux (LANDIER et THENAR, Les Echos, décembre 2023).

Dès lors, sommes-nous dans une ère où chaque nation privilégie sa souveraineté en se fermant au commerce international ?

Nous étudions dans un premier temps que par le passé, le commerce international était à son apogée, ce qui a permis aux pays qui commerçaient leurs développements par la construction d'un début de souveraineté (I). Seulement, depuis le début du XXI^e siècle, on constate un changement de dynamisme du point de vue du commerce international : les pays développés font le choix de se replier sur eux-mêmes pour se concentrer sur leur auto-suffisance (II). Puis, dans un troisième temps, nous verrons qu'au-delà d'une fin croissante des flux commerciaux, le commerce international s'est transformé en une guerre commerciale afin que les pays puissent s'imposer en tant que puissances sur la sphère internationale (III).

✕

✕

✕

Si par le passé, le commerce international a permis à de nombreux pays de se développer et ainsi a donné la possibilité à ces pays de former un début de souveraineté (A), aujourd'hui nous constatons qu'il n'a fait qu'élever les inégalités au sein d'un même pays, ce qui in fine nuit à sa montée en puissance. (B)

Le commerce international est un jeu à sommes positives explique Adam SMITH dans La Richesse des Nations (1776). En effet, il a contribué à chaque pays à leur développement. Tout d'abord, par les échanges qu'ils impliquent. Emmanuel COMBE monte sous la métaphore du "mythe du potager" qu'un pays gagne beaucoup plus à rentrer dans le commerce international et donc à s'enrichir car il profite des avantages comparatifs des autres pays (RICARDO, 1817). Être en autarcie n'est donc pas bénéfique. C'est pourquoi par le passé, l'ouverture au commerce international a permis le développement économique des pays. En effet, par le modèle du "vol des cils sauvages" de AKAMATSU, les pays peu développés peuvent se spécialiser dans un produit à faible valeur ajoutée, puis grâce au profit généré, ce dernier sera réinvesti dans une production à forte valeur ajoutée, ce qui in fine permettra au pays de s'enrichir. Tel fut le cas par la Corée du Sud, qui s'est développée avec Samsung, puis le Vietnam qui reprend cette entreprise. Sans l'ouverture au commerce internationale, ces pays n'auraient jamais pu constituer un début de souveraineté.

Toutefois, si par le passé, les pays qui fondaient leur modèle économique sur le théorème de Hecksler-Ohlin, c'est-à-dire qu'ils se spécialisaient sur leur dotation factorielle, et bénéficiaient d'une réduction des disparités des salaires comme d'après le théorème Stolper-Samuelson, plus un facteur est utilisé donc rare, plus son prix sera élevé, de ce fait, les prix sont plus importants pour les dotations factorielles, aujourd'hui on constate que l'ouverture commerciale a augmenté les inégalités au sein des pays. En effet, l'intégration de la chaîne de valeur (DPP) nuit aux travailleurs peu qualifiés puisque les productions à faibles valeurs ajoutées sont délocalisées dans les pays en développement. Par conséquent, dans le pays qui délocalise, ces travailleurs se retrouvent au chômage : il y a une réelle polarisation de l'emploi. Par ailleurs, l'ouverture au commerce international n'a pas bénéficié aux pays en développement : "La richesse de la périphérie est aspirée par le Nord" explique l'économiste argentin Raúl PREBESCHI.

En effet, ce dernier explique qu'il y a des inégalités en terme de l'échange, qui freine la montée en puissance des économies en développement. Les pays du Nord (PA) échangent des produits manufacturés à forte valeur ajoutée dont à prix relativement élevés (P_A). De l'autre côté, un pays en développement (PB) échangeant des produits à faibles valeurs ajoutées, souvent des matières premières à des prix faibles (P_B). Dès lors, si les termes de l'échange sont égaux et que l'on modélise la quantité vendue par Q_A et Q_B , $P_A = P_B$ soit $P_A \times Q_A = P_B \times Q_B$. Or, $P_A > P_B$ donc le pays PB doit donner plus de Q_B au pays PA pour équilibrer les échanges. Ainsi, la pertinence de s'ouvrir au commerce international peut être remise en question.

*

C'est pourquoi les pays, qui précédemment ont beaucoup contribué au commerce international, font aujourd'hui le choix de se replier sur eux-mêmes afin de développer une souveraineté (A). Pour d'autres, ils optent tout de même à s'ouvrir au commerce international, mais ce, par une forme renouvelée : le régionalisme (B).

Protéger son industrie ou ses avantages comparatifs ont conduit à s'ouvrir au commerce international. C'est la stratégie adoptée par la Chine à la moitié du XIX^e siècle avec Deng Xiaoping, qui a ouvert l'économie chinoise après longtemps avoir pratiqué le protectionnisme éducatif de F. LIST (1841). Elle est passée d'une économie caractérisée "derrière la frontière" en 1949 à la deuxième puissance exportatrice du monde selon AFLETTA et BAI La voie chinoise. Empire et Capitalisme. Seulement, aujourd'hui on constate un repli sur elle-même avec sa grande muraille technologique numérique, interdisant les applications américaines tel que WhatsApp remplacées par ses propres applications comme Wechat. Par ailleurs, d'après le triangle d'incompatibilité de Daniel Rodrik, il est tout à fait impossible d'être intégré commercialement et de jouir d'une souveraineté nationale, tout en fai-

Copie anonyme - n°anonymat : 603892

Code épreuve : 270

Nombre de pages : 8

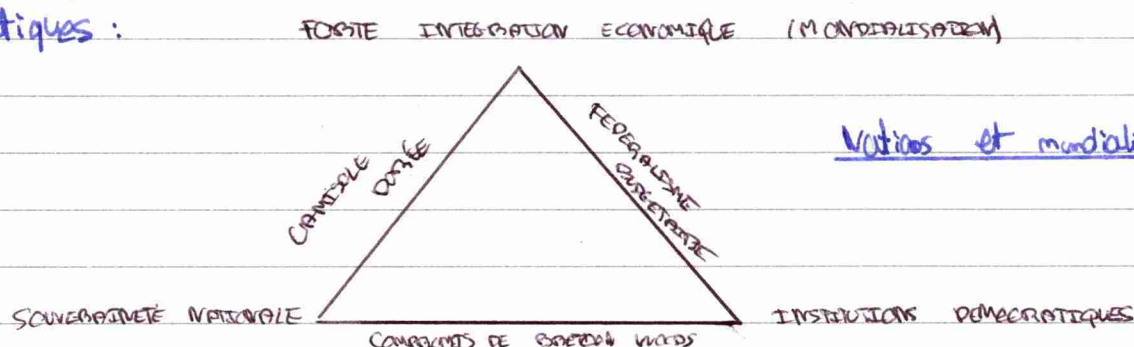
Session : 2024

Épreuve de : Economie Sociologie Et histoire ESCP/SKEMA

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

sont l'hypothèse qu'il est impossible d'abandonner les institutions démocratiques :



Triangle d'incompatibilité

Dans ces circonstances, l'ouverture commerciale appartient bien au passé : l'auto-suffisance l'a remplacé.

Toutefois, il existe bien un moyen à mi-chemin entre le protectionnisme radical et l'ouverture commerciale : le régionalisme. Ce dernier permet aux pays signataires d'un ACR d'intégrer des relations commerciales très solides, ce qui est bénéfique au développement de leur système productif. En effet, d'après l'équation de gravité / Gravity Equation du CEEIT, le régionalisme permet de réduire la distance du commerce entre deux pays.

C'est un modèle microfondé avec des observations macroéconomiques, qui s'inspire du modèle de Brander et Spencer. Le volume de commerce entre deux pays ($C_{i,j}$) dépend d'une variable G , du poids économique du pays (M_i) et (M_j) exprimé en pourcentage de PIB et ainsi que la distance entre ces deux pays ($D_{i,j}$). Pour être plus précis, on compose l'équation par le logarithme :

$$\ln(C_{i,j}) = G + \alpha_1 \ln(M_i) + \alpha_2 \ln(M_j) - \ln(D_{i,j})$$

Ainsi, grâce à la régionalisation, le volume de commerce entre deux pays

est plus important. Il permet de gagner en part de marché et de choisir ses partenaires commerciaux. Cette forme renouvelée de l'ouverture commerciale appartient au présent et contribue à renforcer la puissance économique des pays.

*

Or, en réalité aujourd'hui, une nouvelle dynamique commerciale s'opère : l'Europe, la Chine et les États-Unis sont entrés dans une guerre de subventions (A), tout en utilisant toujours plus des mesures de rétorsions (B).

Dans un article publié en mars 2024, LAMY explique que l'Inflation Reduction Act a raisonné comme un coup de tonnerre, déclenchant le point de départ dans une guerre des subventions. En effet, avec plus de 350 milliards de dollars accordés aux subventions vertes par financement des technologies vertes de ruptures reflète bien la volonté de revenir à un protectionnisme éducatif par pouvoir atteindre une souveraineté de leadership selon la définition que donne Emmanuel COME dans son article Les Echos publié le 8 janvier 2024. Il existe une véritable asymétrie entre la politique industrielle Européenne et celle des États-Unis ou de la Chine. Avec un marché pertinent européen, la politique de la concurrence a empêché nombreuses fusions-acquisitions tel que Abtorn et Siemens en 2019, ce qui empêche de faire émerger des champions régionaux. Alors qu'aux États-Unis, selon MAZURKOWICZ (L'Entrepreneur), nombreuses industries américaines se sont développées à coup de subventions. C'est pourquoi, pour conserver son industrie, l'Union Européenne a entrepris un nouveau projet pour faire face à cette asymétrie, le Projet Important d'Intérêt Européen Général (PIIEG) qui a attribué plus de 1,76 milliards d'euros dans le domaine de la microélectronique. Et, plus récem-

ment, avec le Buy European Act en 2023 pour faire face à l'IBF. Dès lors, on observe un repli des grandes forces commerciales sur leurs industries par la mobilisation d'une politique industrielle verticale, nécessaire pour stimuler la concurrence, grâce à l'effet "escape competition" de ATTRAY et HAWITT.

Seulement, cela ne s'arrête pas aux subventions.

Au-delà d'une souveraineté de *leadership*, ces pays recherchent une souveraineté radicale - qui au sens de COMBE, fait référence au fait qu'un pays freine ~~le~~ développement économique de l'autre pour dominer sur la sphère internationale. Ces mesures de rétorsion peuvent être liées à des raisons géo-politiques tel fut le cas pendant la crise de 1973 lorsque les pays de l'OPEP ont imposé un embargo pétrolier aux pays occidentaux et les Etats-Unis pour les inciter à ne plus défendre Israël pendant la Guerre du Kippour, ou bien stratégiques pour préserver son économie. Ce fut le cas avec le tarif Hawley-Scoot en 1930, lorsque les Etats-Unis ont imposé un droit de douane de 50% sur tous les produits manufacturés. En effet, les droits de douane sont une des manières possibles pour se fermer au commerce international, tout en soutenant son équilibre interne - un seuil de croissance élevé. Une guerre commerciale peut finalement s'avérer bénéfique. Si les pays reprennent l'idée de *monnaies*, par la création de "clubs climatiques" et impose de ce fait un taux d'imposition aux frontières sur tous les produits qui sont importés dans les pays qui ont rejoint le club, pour ensuite redistribuer cet argent à des Fonds verts, les droits de douane seront pertinents pour lutter contre le réchauffement climatique et donc par le même biais, pour préserver les canaux qui permettent le commerce maritime. Seulement, le mécanisme aux ajustements aux frontières n'est pas réalisable du point de vue du GATT et de la règle de l'unanimité. Toutefois, le second best est réalisable, par l'imposition d'un droit de douane sur les produits chargés en carbone. C'est en ce sens que le projet de loi de l'Assemblée Nationale en France a été voté en mars 2024, pour mettre en place un système de bonus/malus sur les produits importés de la Fast-fashion (qui pourrait aller jusqu'à 10€).

Ainsi, les clubs climatiques

*

*

*

Par conséquent, la souveraineté nationale est au cœur des préoccupations des pays développés. Dès lors, pour parvenir à l'auto-suffisance, les pays se renferment spontanément au commerce internationale afin de pouvoir développer des technologies de ruptures pour être le prochain leader sur la sphère internationale, ce qui affaiblit la coopération et solidité des pays membres de l'OMC.